

Quand la roupie s'effondre, ce sont les femmes qui paient : survivre à la crise économique en Indonésie

La crise économique indonésienne ne touche pas tout le monde de la même façon. Alors que la roupie s'effondre face au dollar, les femmes absorbent la plus grande part du choc — pertes d'emplois dans les médias et l'éducation, salaires volés, discriminations à l'embauche, et intensification du double fardeau du travail salarié et domestique. Disya Halid, journaliste pour la rubrique *Buruh Berkisah* des Femmes libres, donne la parole à trois femmes de Samarinda (Kalimantan-Est) qui survivent sous le régime d'austérité Prabowo-Gibran. Mutiara Ika Pratiwi, présidente nationale des Femmes libres, pose le diagnostic : ce n'est pas un problème de gestion du budget familial, c'est le résultat structurel de politiques économiques qui sacrifient systématiquement la protection des travailleuses aux intérêts des investisseurs. [WL]

La roupie chute, les femmes paient

Chaque crise économique frappe les femmes en premier et le plus durement. Alors que la roupie continue de se déprécier et que le coût de la vie augmente, les femmes sont contraintes de travailler toujours plus pour assurer la survie de leur famille, tout en faisant face à la menace de perdre leur emploi, à des revenus insuffisants, et à un marché du travail qui se rétrécit.

Au 13 juin 2026, la roupie s'échange à environ 20 600 Rp pour un euro. Ce chiffre n'est pas qu'une donnée dans un bulletin économique — il se traduit concrètement dans la vie quotidienne. Les prix des produits de première nécessité augmentent, le coût de la vie s'alourdit, tandis que le pouvoir d'achat des ménages ne cesse de reculer.

Dans ce contexte, les femmes se retrouvent en première ligne pour assurer les besoins de leur famille. Elles font face à l'insécurité de l'emploi, à des salaires faibles, et à une pression économique croissante.

Trois femmes à Samarinda

Ning (prénom d'emprunt) est journaliste dans un média en ligne de Samarinda, capitale de la province du Kalimantan-Est. Elle n'attend plus que le moment de perdre son emploi. Les politiques d'austérité budgétaire du régime Prabowo-Gibran ont durement touché les médias locaux qui dépendaient des achats publicitaires de l'État comme source de revenus. De nombreuses entreprises de presse peinent à payer leurs salariés ; d'autres ont fermé.

« J'estime qu'il me reste un mois à travailler comme journaliste avant de me retrouver au chômage. Je ne sais pas si je pourrai trouver un autre emploi dans les conditions actuelles », dit Ning.

Au-delà de la menace de perdre son emploi, Ning doit aussi faire face à de multiples dépenses quotidiennes : factures d'électricité, mensualités laissées par son ex-mari, couches pour son père, et besoins courants du foyer.

Miranti est mère célibataire de trois enfants. Elle travaille comme employée administrative dans une école privée de Samarinda. La situation financière de son établissement est, dit-elle, très incertaine : les salaires sont fréquemment versés en retard, faute de budget.

Alors que les prix des produits de première nécessité continuent d'augmenter sous l'effet de la dépréciation de la roupie, le revenu de Miranti est très loin de couvrir les besoins de sa famille. Son salaire mensuel oscille entre 1 000 000 et 2 000 000 Rp (environ 49 à 97 euros) — bien en dessous du salaire minimum régional de Samarinda, fixé à 3 983 882 Rp (environ 193 euros) [1].

« Les dépenses minimales d'un foyer avec trois enfants atteignent maintenant facilement 3 000 000 à 4 000 000 Rp par mois (environ 146 à 194 euros). On est donc obligées d'être créatives pour trouver des revenus complémentaires et pouvoir tenir », explique Miranti.

Son fardeau économique s'alourdit à mesure que la situation se dégrade. Elle vit dans la crainte permanente d'un licenciement — d'autant que les charges de fonctionnement de l'école augmentent et que les coupes budgétaires semblent inévitables. Les travailleuses non permanentes sont les premières menacées de mise au chômage, et pour une femme qui est le seul soutien de famille, perdre son emploi, c'est priver de ressources tous les membres de la famille qui dépendent d'elle.

« Pour une femme et une mère célibataire, perdre son emploi, c'est perdre la sécurité financière de toute la famille », dit-elle.

Refinaya a obtenu en 2025 un diplôme en Relations internationales et n'a toujours pas réussi à trouver un emploi stable. Elle consulte chaque jour des offres d'emploi et envoie entre cinq et huit candidatures par semaine. Ayant depuis longtemps renoncé à trouver un poste dans son domaine de formation, elle postule dans tous les secteurs. Mais les conditions exigées par les entreprises — expérience requise dès l'entrée, limites d'âge qui excluent les jeunes diplômé·es — réduisent systématiquement ses chances.

« Je subis aussi des pressions constantes de mes proches pour que je trouve rapidement du travail, alors que je fais vraiment tout mon possible et que j'envoie des candidatures en permanence », dit Refinaya.

Pour survivre, elle enchaîne des missions contractuelles à court terme, comme un mois de travail de terrain comme enquêtrice. Les revenus ainsi générés couvrent ses besoins jusqu'à la prochaine mission : forfait internet, alimentation, carburant, dépenses personnelles.

Femmes et crise économique : une perspective féministe

Les expériences de Ning, Miranti et Refinaya montrent que la crise économique ne frappe pas de façon neutre. Les femmes en subissent les effets avec plus d'intensité, car elles occupent une position inégale dans le système économique — concentrées dans les secteurs à bas salaires, plus exposées aux licenciements, et continuant de porter le poids du travail domestique et du soin non rémunérés.

Mutiara Ika Pratiwi, présidente nationale des Femmes libres [2], estime que la dépréciation de la roupie entraînera directement une hausse des prix des produits de première nécessité. Dans un contexte de précarisation croissante de l'emploi, cela aggrave encore les conditions de vie des travailleuses.

« Pour les ouvrières du textile, par exemple — qui avaient déjà subi massivement le phénomène du « pas de travail, pas de salaire » pendant la pandémie, combiné à des hausses de salaires dérisoires —, la hausse des prix des produits de base signifie aujourd'hui qu'une travailleuse n'a pas d'autre choix que de chercher des revenus supplémentaires en cumulant des petits boulots », explique-t-elle.

Selon Ika, ces conditions pousseront les femmes à travailler plus longtemps avec un niveau d'épuisement toujours plus élevé. Dans le même temps, la vulnérabilité au harcèlement et aux violences s'accroît, tandis que la qualité de vie des femmes continue de se dégrader.

Pour les Femmes libres, cette situation ne peut être traitée comme un problème individuel ni comme une question de capacité des femmes à gérer le budget familial. La crise est le résultat de politiques économiques et politiques qui ne sont pas du côté du peuple, et du démantèlement systématique des protections des travailleuses [3].

Les Femmes libres exigent donc que le gouvernement garantisse la protection des travailleuses, notamment la sécurité de l'emploi et une protection sociale adéquate. Elles demandent également la fin des dépenses de l'État dictées par des intérêts politiques plutôt que par des besoins sociaux, en particulier le programme Repas nutritifs gratuits et les Coopératives villageoises Rouge-et-Blanc [4].

« Le gouvernement doit également garantir la liberté de critique et d'expression. Il doit mettre fin à toutes les formes de répression, d'intimidation et de violence contre les militant·es et les citoyen·nes qui expriment des critiques », affirme Ika.

La chute de la roupie ne se lit pas seulement sur les écrans des marchés financiers. Derrière ces chiffres se trouvent les vies de millions de femmes contraintes de travailler plus dur, de porter des fardeaux toujours plus lourds, de vivre dans une incertitude permanente. La lutte contre la crise économique est donc inséparable de la lutte pour la justice économique, le travail décent et une vie digne pour toutes les femmes.

Disya Halid

Disya Halid est journaliste à Samarinda (Kalimantan-Est) et membre des Femmes libres de Samarinda. Elle s'intéresse à la compréhension des droits des femmes à partir de leur vie quotidienne.

Source : <https://mahardhika.org/rupiah-anjlok-beban-perempuan-meningkat-bertahan-hidup-di-tengah-krisis-ekonomi/>

Traduit de l'indonésien et notes pour ESSF par Wendy Lim et Mark Johnson

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article79053>

Notes

[1] L'UMR (*Upah Minimum Regional* — salaire minimum régional) est le salaire plancher fixé par l'administration locale pour chaque ville ou district d'Indonésie. Le chiffre cité ici est celui en vigueur au moment de la publication, juin 2026). Sur la politique salariale du gouvernement Prabowo, voir Femmes libres, « Indonésie. Le règlement sur les salaires 2026 perpétue la politique des bas salaires et ignore la vie des ouvrières : Combattons la politique des bas salaires ! », Europe Solidaire Sans Frontières, décembre 2025,

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article77407>

[2] Les Femmes libres sont une organisation féministe socialiste, implantée principalement dans les zones industrielles de Jakarta et à Sukabumi. Elles participent à l'Aliansi Perempuan Indonesia (API, Alliance des femmes indonésiennes) et aux coalitions GEBRAK. Sur leur rôle dans la résistance démocratique de 2025-2026, voir Alliance des femmes indonésiennes, « Femmes indonésiennes unies : résister à la destruction de nos corps », Europe Solidaire Sans Frontières, 2026,

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article78166>

[3] Sur le contexte plus large de la politique d'austérité du gouvernement Prabowo et de ses effets sur le niveau de vie des travailleur·ses, voir Muhammad Ridha (Parti travailliste), « Indonésie : anatomie d'une révolte populaire », Europe Solidaire Sans Frontières, 2025,

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article76673>

[4] Le programme Repas nutritifs gratuits (MBG) et les Coopératives villageoises Rouge-et-Blanc (*Koperasi Desa Merah Putih*) sont deux initiatives phares du gouvernement Prabowo-Gibran. Les critiques

estiment que ces programmes privilégient la visibilité politique sur la protection sociale effective, et qu'ils sont liés aux coupes budgétaires qui ont touché les services publics, les médias et l'éducation.

**Exiger des comptes du gouvernement Prabowo :
baisse des prix, création d'emplois,
fin du programme de repas scolaires gratuits raté !**

**L'Alliance des femmes indonésiennes dans la rue
contre la crise du coût de la vie**

Le 17 juin 2026, l'Aliansi Perempuan Indonesia (API, Alliance des femmes indonésiennes) [1] a publié un communiqué de presse appelant à une action de masse le 18 juin 2026 et exigeant que le gouvernement Prabowo-Gibran réponde de la crise du coût de la vie, de la montée du chômage et des violences systématiques contre les femmes. L'Alliance regroupe des réseaux de femmes, de personnes LGBTIQ+, d'étudiant·e·s, de travailleur·se·s, de défenseur·se·s des droits humains, de peuples autochtones, de paysan·ne·s, de travailleur·se·s informel·le·s et de communautés pauvres urbaines. La déclaration affirme que la crise actuelle n'est pas un événement isolé, mais le résultat cumulé de politiques d'État qui ont failli à protéger le peuple. [WL]

Jakarta, 17 juin 2026 — L'Aliansi Perempuan Indonesia (API, Alliance des femmes indonésiennes) appelle à une action collective pour exiger que l'État assume sa responsabilité face à la crise de survie qui s'aggrave pour la population. Une consolidation de réseaux de femmes, de personnes LGBTIQ+, d'étudiant·e·s, de travailleur·se·s, de la société civile, de défenseur·se·s des droits humains, de peuples autochtones, de paysan·ne·s, de travailleur·se·s informel·le·s et de communautés pauvres urbaines affirme que la crise qui se déroule aujourd'hui n'est pas un événement isolé, mais l'accumulation de politiques d'État qui ont failli à protéger le peuple.

Les hausses du prix du carburant, des produits de première nécessité, de l'électricité, des transports, des médicaments et d'autres biens essentiels alourdissent de plus en plus le quotidien de la population. La hausse de plus de 30% du prix du Pertamina [2] en juin 2026 survient dans un contexte de coût de la vie en hausse continue. L'inflation annuelle a atteint un sommet sur huit mois à 3,08% en mai 2026.

Pour les femmes, les travailleur·se·s, les salarié·e·s informel·le·s, les femmes au foyer, les travailleur·se·s migrant·e·s et les pauvres urbain·e·s, la hausse du coût de la vie ne se réduit pas à des statistiques économiques. Cette situation alourdit la charge des soins, réduit les

marges de survie et contraint de nombreuses familles à faire face à des conditions de plus en plus précaires.

La crise économique se manifeste également dans la difficulté croissante à trouver un emploi décent. Le Badan Pusat Statistik (BPS, Institut national de la statistique d'Indonésie) [3] a enregistré un taux de chômage ouvert (*Tingkat Pengangguran Terbuka*) de 4,68% en février 2026, tandis que le salaire moyen des travailleur·se·s ne s'élevait qu'à Rp 3,29 millions (environ 160 €) par mois.

Sur le terrain, de nombreux jeunes, femmes et travailleur·se·s informel·le·s sont poussé·e·s vers des formes de travail précaires : stages prolongés, contrats à durée déterminée, travail *freelance* mal rémunéré, animation de *live streaming*, et d'autres emplois informels n'offrant ni protection sociale ni garanties de travail adéquates.

Plutôt que de créer des emplois décents dans le pays, le gouvernement fait la promotion du placement accru de travailleur·se·s migrant·e·s à l'étranger comme solution au chômage. L'escalade continue des objectifs de placement de travailleur·se·s migrant·e·s reflète l'échec de l'État à fournir des emplois décents à sa propre population. Sur la période 2015–2025, le Keluarga Besar Buruh Migran Indonesia (KABAR BUMI, Grande Famille des travailleur·se·s migrant·e·s indonésien·ne·s) [4] a recensé et traité au moins 3 840 cas complexes impliquant des travailleur·se·s migrant·e·s indonésien·ne·s, couvrant l'exploitation, les violences et les violations de leurs droits fondamentaux.

Au milieu de cette crise, l'État privilégie des programmes populistes dotés de budgets importants mais d'une transparence et d'une responsabilité minimales. Le programme Makan Bergizi Gratis (MBG, Repas nutritifs gratuits) [5], par exemple, a fait l'objet de critiques généralisées pour sa mise en œuvre non responsable et son risque élevé de corruption. Plusieurs organisations de la société civile estiment que les problèmes du MBG sont symptomatiques de la faiblesse de la gouvernance, de la supervision et de la responsabilité du gouvernement.

L'Aliansi Perempuan Indonesia souligne également l'intensification de la répression et le rétrécissement de l'espace démocratique. L'adoption de la révision de l'UU Polri (loi sur la police nationale) [6] a été critiquée par de nombreux groupes de la société civile, au motif qu'elle ouvre un espace plus large aux officiers de police actifs pour occuper des postes civils. Cette évolution est jugée contraire à l'esprit du mouvement Reformasi et au principe de limitation du rôle des forces de sécurité dans la vie civile.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les mouvements populaires — d'étudiant·e·s, de femmes, de travailleur·se·s, de pauvres urbain·e·s, de peuples autochtones et de défenseur·se·s des droits humains — sont de plus en plus exposés à la surveillance, à l'intimidation,

à la criminalisation et à la mise au silence lorsqu'ils expriment des critiques envers les politiques de l'État.

Les violences contre les femmes continuent de constituer une crise structurelle qui n'a pas été traitée avec la gravité qu'elle exige. La Komisi Nasional Anti Kekerasan terhadap Perempuan (Komnas Perempuan, Commission nationale contre les violences faites aux femmes) [7] a enregistré 3 682 plaintes directes vérifiées de violences basées sur le genre contre des femmes au cours de la période 2024-2025, les violences sexuelles étant la forme la plus fréquemment signalée.

Dans le cadre de sa veille médiatique pour la période novembre 2024 à octobre 2025, Komnas Perempuan a également recensé 453 articles de presse faisant état de meurtres de femmes, dont 239 ont été identifiés comme des féminicides [8]. Ces chiffres montrent que les femmes font face non seulement à l'appauvrissement et à un fardeau économique croissant, mais aussi à la menace permanente de violences, reproduites par les inégalités sociales, la culture patriarcale et l'inaction de l'État.

Les personnes LGBTIQ+ continuent d'être la cible de discriminations et utilisées comme diversion politique. Diverses régions font encore avancer des politiques discriminatoires à travers des projets de règlements locaux à visée anti-LGBT qui menacent les droits fondamentaux des citoyen·ne·s. Cela montre comment les groupes minoritaires sont continuellement ciblés par une politique morale conçue pour détourner l'attention du public des problèmes économiques et sociaux plus fondamentaux.

Dans le même temps, la crise écologique continue d'aggraver les conditions de vie de la population. Un modèle de développement fondé sur l'extraction des ressources naturelles génère des conflits agraires, des catastrophes écologiques et la spoliation des espaces de vie des communautés [9]. Or, le RUU Masyarakat Adat (projet de loi sur les peuples autochtones) [10], qui fait l'objet de luttes depuis de nombreuses années, n'a toujours pas été adopté, tandis que les communautés autochtones continuent de faire face aux menaces d'empiètement de l'exploitation minière, des plantations, des projets stratégiques nationaux et d'autres grands projets de développement.

L'Aliansi Perempuan Indonesia affirme donc que le peuple ne doit pas être contraint de continuer à porter une crise de la propre fabrication de l'État. L'État doit cesser de renflouer les élites, les investisseurs et les projets qui ne répondent pas aux besoins du peuple, et commencer à garantir une vie décente, sûre, exempte de violences et juste pour toutes et tous.

Revendications de l'Aliansi Perempuan Indonesia

- Baisser le prix du carburant et mettre fin aux politiques qui alourdissent le coût de la vie pour la population.
- Suspendre et évaluer intégralement le programme Makan Bergizi Gratis

(MBG, Repas nutritifs gratuits), qui est en proie à des problèmes, manque de transparence et est exposé à la corruption.

- Créer des emplois décents, sûrs, exempts d'extorsion et d'exploitation, garantissant une protection aux travailleur·se·s formel·le·s comme informel·le·s.
- Mettre fin à la répression, à l'intimidation, à la criminalisation et aux violences contre les mouvements populaires.
- Abroger toutes les politiques discriminatoires visant les femmes, les personnes LGBTIQ+, les peuples autochtones, les travailleur·se·s migrant·e·s, les paysan·ne·s, les travailleur·se·s et les autres groupes vulnérables.
- Mettre fin au développement extractif qui détruit les espaces de vie de la population et aggrave la crise écologique.
- Garantir que l'État soit tenu responsable des violences contre les femmes, aux féminicides, à la traite des personnes (TPPO) [11], aux violences sexuelles et à l'appauvrissement structurel que subit la population.

Action de masse de l'Aliansi Perempuan Indonesia

Date : jeudi 18 juin 2026

Heure : 09h00 WIB (heure d'Indonésie occidentale, UTC+7)

Parcours : Dukuh Atas – Istana Negara (palais national), Jakarta

Code vestimentaire : *Daster* (robe d'intérieur)

Accessoires : casseroles et ustensiles de cuisine, symbole de la difficulté croissante à subvenir aux besoins quotidiens

Cette action est une déclaration politique : les femmes et le peuple ne resteront pas silencieux·ses pendant que l'État continue de transférer le poids de la crise sur la société.

Nous ne voulons pas porter cette crise. L'État doit rendre des comptes.

Aliansi Perempuan Indonesia (API, Alliance des femmes indonésiennes)

Source : <https://mahardhika.org/menuntut-pemerintahan-prabowo-turunkan-harga-ciptakan-lapangan-kerja-hentikan-mbg/>

Traduit de l'indonésien et notes pour ESSF par Wendy Lim et Adam Novak.

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article79111>

Notes

[1] L'Aliansi Perempuan Indonesia (API, Alliance des femmes indonésiennes) est une large coalition féministe fondée en 2009 qui organise les femmes des classes populaires et milite contre les violences sexistes, l'exploitation du travail et la répression d'État. Femmes libres (Perempuan Mahardhika) est l'une des organisations fondatrices et membres actives de l'API. Voir : « Indonésie : Appauvries, Tuées,

Criminalisées ! Les Femmes Ripostent et Défient l'État ! », Alliance des Femmes Indonésiennes, Europe Solidaire Sans Frontières,
<https://europe-solidaire.org/spip.php?article74481>

[2] Le Pertamina est le principal carburant non subventionné de qualité supérieure d'Indonésie (indice RON 92), produit par la compagnie d'énergie d'État Pertamina. Depuis le 10 juin 2026, son prix est passé de Rp 12 300 (environ 0,60 €) à Rp 16 250 (environ 0,79 €) le litre — une hausse d'environ 32% —, premier ajustement depuis mars 2026. Le gouvernement a attribué cette hausse aux mouvements des prix mondiaux du brut liés aux tensions géopolitiques impliquant les États-Unis, Israël et l'Iran. Voir : « Pertamina hikes Pertamina prices by 32% amid high oil prices », *The Jakarta Post*, 10 juin 2026,
<https://www.thejakartapost.com/business/2026/06/10/pertamina-hikes-pertamax-prices-by-32-amid-high-oil-prices>

[3] Le Badan Pusat Statistik (BPS, Institut national de la statistique d'Indonésie) est l'organisme public chargé de la collecte et de la publication des données statistiques nationales. Ses données sur la population active sont publiées semestriellement, avec des mois de référence en février et en août.

[4] Le Keluarga Besar Buruh Migran Indonesia (KABAR BUMI, Grande Famille des travailleur·se·s migrant·e·s indonésien·ne·s) est une organisation de travailleur·se·s migrant·e·s et de leurs familles. Il mène des recherches-actions participatives féministes et défend les droits des travailleur·se·s migrant·e·s en Indonésie et à l'étranger.

[5] Le programme Makan Bergizi Gratis (MBG, Repas nutritifs gratuits) est la politique sociale phare du gouvernement Prabowo–Gibran, lancée en janvier 2025. Il cible les enfants scolarisés ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. Le programme a été émaillé d'incidents d'intoxication alimentaire touchant des milliers d'enfants à travers le pays et a été largement critiqué pour ses défaillances de gouvernance, son manque de transparence et ses risques de corruption. Voir : « Des centaines de mères manifestent à Yogyakarta contre le programme centralisé et militarisé de repas scolaires gratuits », Europe Solidaire Sans Frontières, 4 octobre 2025,

<https://europe-solidaire.org/spip.php?article76484>

[6] La troisième révision de l'UU Polri (*Undang-Undang Polri*, loi n°2 de 2002 sur la police nationale indonésienne) a été adoptée par le Dewan Perwakilan Rakyat (DPR, Assemblée représentative du peuple) le 9 juin 2026. La loi révisée ouvre de nouveaux canaux permettant aux officiers de police actifs d'occuper des postes civils dans les ministères et les agences sans démissionner du corps. Des organisations de la société civile, dont KontraS, la Fondation d'aide juridique indonésienne (YLBHI) et Indonesian Corruption Watch (ICW), ont condamné la rapidité du processus et les dispositions adoptées, les considérant comme contraires à l'esprit du mouvement Reformasi de 1998 et risquant une restauration partielle de la doctrine de double fonction (*dwi-fungsi*) appliquée à la police. Voir aussi : « Indonésie : les nouvelles lois pénales relèvent d'un programme de « recolonisation » et non de « décolonisation » », Europe

Solidaire Sans Frontières,

<https://europe-solidaire.org/spip.php?article77648>

[7] La Komisi Nasional Anti Kekerasan terhadap Perempuan (Komnas Perempuan, Commission nationale contre les violences faites aux femmes) est un organe d'État indépendant créé par décret présidentiel en 1998 pour surveiller et combattre les violences contre les femmes. Elle publie un rapport annuel (CATAHU, *Catatan Tahunan*) basé sur les données de son propre secrétariat et d'un réseau national d'organisations partenaires. Le CATAHU 2024, publié en mars 2025, a enregistré 330 097 cas de violences basées sur le genre contre des femmes dans l'ensemble des canaux de signalement, soit une augmentation d'environ 14% par rapport à l'année précédente. Le secrétariat de Komnas Perempuan a reçu 3 682 plaintes directes vérifiées. Voir : Komnas Perempuan, « CATAHU 2024 : Menata Data, Menajamkan Arah », mars 2025,

<https://komnasperempuan.go.id/catatan-tahunan-detail/catahu-2024-menata-data-menajamkan-arrah-refleksi-pendokumentasian-dan-tren-kasus-kekerasan-terhadap-perempuan>

[8] Le rapport de surveillance des féminicides de Komnas Perempuan pour la période novembre 2024 à octobre 2025 a été présenté le 24 novembre 2025. Il recense 453 cas de meurtre de femmes relevés dans les médias numériques, dont 239 ont été identifiés comme des féminicides – des meurtres de femmes en raison de leur genre. Voir : Kompas.id, « New Patterns of Femicide, Digital Violence, and the Increasingly Brutal Murder of Girls », 26 novembre 2025,

<https://www.kompas.id/artikel/en-pola-baru-femisida-kekerasan-digital-dan-pembunuhan-anak-perempuan-kian-brutal>

[9] Voir : « Révolte populaire en Indonésie, contre la corruption et la militarisation », Europe Solidaire Sans Frontières, 22 septembre 2025,

<https://europe-solidaire.org/spip.php?article76365>

[10] Le RUU Masyarakat Adat (*Rancangan Undang-Undang Masyarakat Adat*, projet de loi sur les peuples autochtones) est en discussion depuis au moins 2003 et a été repoussé à plusieurs reprises. Les organisations de peuples autochtones, coordonnées au sein de l'AMAN (Aliansi Masyarakat Adat Nusantara, Alliance des peuples autochtones de l'archipel), réclament depuis longtemps son adoption comme fondement de la reconnaissance juridique de leurs droits fonciers et de leur droit coutumier.

[11] TPPO : *Tindak Pidana Perdagangan Orang* (traite des personnes).